

Bonnes nouvelles

(quand n°1 joue à faire peur aux salariés)

Une grosse mouche libérale vient encore de piquer le n°1 de Ford Europe. Volontairement alarmiste il nous prépare à des temps difficiles.

La branche « Europe » devrait afficher autour de 1 milliard de dollars de pertes pour cette année. Insupportable. La chasse au coût lancée depuis un moment, même si elle a « produit des avantages significatifs » doit donc être amplifiée.

D'après n°1, la situation n'est pas « soutenable » et il faut retrouver une « profitabilité durable ». En plus ça rime !

« Notre transformation dans l'ensemble des activités » doit être « accélérée ». Il faut « conforter la marque », (avec des pub nulles qui coûtent très cher ?), être « capable d'investir dans des produits de classe mondiale » ...

Une fois qu'on a fini de lire, on est un peu essoufflé tant le numéro 1 essaie de nous en mettre plein la vue. L'objectif est de mettre un coup de pression sur les salariés, ça c'est sûr. Et en même temps un peu de flatterie hypocrite avec son remerciement personnel à « chacun et chacune pour les efforts fournis ». Sans blague.

Bizarre que Ford ne parle pas des hausses des ventes et de parts de marchés selon les mois, pas non plus des profits globaux de la multinationale, de plusieurs dizaines de milliards cumulés ces dernières années ! Et les dividendes distribués aux actionnaires, combien ? Et les (gros) revenus des dirigeants, comment les justifient-ils pendant qu'ils nous gèlent nos salaires à nous, celles et ceux d'en bas ? Ce n'est pas la crise pour tous les niveaux ? Pourquoi pas un mot là-dessus ?

Le n°1 a quelques mots-clés dans son vocabulaire : coût (5 fois), compétitivité (3 fois), compétitif, profitabilité (2 fois). Mais il lui en manque quelques uns comme « conditions de travail », « santé », « emplois », « salaires », « respect », « engagements »... ça montre bien les préoccupations des dirigeants.

Ford nous sort le même discours en boucle depuis des années. Leur « compétitivité » on voit ce que ça donne : désorganisation, perte de la qualité, suppressions d'emplois et aggravation des conditions de travail. On a toute les raisons pour s'opposer à leur logique sans fin !

MARKETING : LE MONDE EUPHORIQUE DE FORD OU COMMENT SE MOQUER DU MONDE

Ford est en campagne et met les moyens pour soigner son image de marque. Une conférence de presse, des journalistes invités à une cérémonie, un clip à visée extérieure, un clip en interne, des publicités pour la télévision...

Il y a d'abord ce clip « prendreunvirage.fr » connu parce que, pour une grosse somme d'argent (non révélée), la chanteuse et femme d'ex-président C. Bruni y apparaît essayant de jouer le rôle de quelqu'un qui change sa vie, réalise ses rêves. L'idée sans doute est que Ford est un rêve et qu'il n'est jamais trop tard pour le vivre. Epoustouflant.

Le deuxième clip est bluffant de béatitude. On aperçoit Disneyford et son monde merveilleux. Voitures de rêve, salariés heureux et vraiment heureux (si si il y en a), un médecin qui nous fait un cours de mécanique, des cadres qui nous parlent de leurs passions. Des histoires de famille et de bébé-Ford. Il y a aussi des lapins roses, si si, comme un vrai Disney ! Et puis on ne peut pas téléphoner dans les allées mais on peut jongler avec un ballon !

Donc un monde où tout semble aller pour le mieux. Que d'émotions ! Limite overdose. Mais au moins on est sensé oublier tout le reste : tentative de fermeture, menaces sur l'emploi, la crise, la flexibilité, les pressions des chefs, les postes pénibles, les bas salaires, le manque de personnel, la désorganisation du travail, les emplois qui disparaissent, les patrons qui baratinent quand ils ne mentent pas... C'est vrai que pour oublier tout cela, il fallait en mettre une grosse couche, c'est ce que Ford a réussi avec sa campagne de pub.

Ford fait de la philosophie à bas coût (c'est à la mode) et vante le changement de vie comme réalisation de nos rêves. A ne pas confondre avec le changement de vie subi par les milliers de salariés que la multinationale a licenciés toutes ces dernières années. A ne pas confondre non plus avec le rêve pourtant très modeste de garder son emploi.

Du côté des dirigeants de Ford, on ne rêve pas, on compte, on fait des gains de productivité, on pense compétitivité pour faire plus de profit. Mais faire un clip là-dessus, c'est moins fun.

QUAND LES MÉDIAS S'IMPREGNENT DE LA DOCTRINE PATRONALE

Il est intéressant de voir comment le journal Sud-Ouest a rendu compte du Comité de suivi dans un article paru le lendemain (8/09).

D'abord le titre ! « Ford espère une nouvelle boîte ». Bizarre non ? Le patron « espère » ! Cela aurait pu être « les salariés espèrent » mais non c'est Ford. S'il espère c'est donc qu'il ne décide pas vraiment ou bien que quelque chose peut entraver sa volonté ? Mais quoi ou qui ? En lisant l'article jusqu'à la fin, on comprend mieux ce qu'il en est. Le journal décerne les bons points à Ford - qui a fait des « investissements importants » (c'est vite dit) - et qui aurait dévoilé « les grandes lignes de leur nouveau plan produit pour la prochaine décennie » (ah bon ? Ils ont entendu ça ?). Puis le journal reprend le raisonnement de Ford sans prendre ses distances : « l'usine de Blanquefort pourra se positionner pour de nouvelles productions et sans doute aussi s'engager sur un niveau de compétitivité et de souplesse dont Getrag a su faire preuve en signant un accord social qui fait d'elle une des plus compétitive du monde (qu'est-ce qu'ils en savent ?). Voilà donc le problème : Ford voudrait bien, ça dépendrait donc des salariés qui pourraient être assez bêtes pour ne pas comprendre qu'ils faut en passer par des accords de « compétitivité ». Heureusement Sud-Ouest est là.



USINE SMART : TRUCAGE !

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du Travail, les salariés de l'usine automobile SMART en Moselle sont « consultés » pour savoir s'ils sont d'accord pour travailler 39 heures, payées 37. Au final, le chantage au maintien de l'emploi n'est accepté que par 39% des ouvriers sur 367 mais par 74 % des 385 cadres.

Evidemment les médias ne retiendront que le total de 56,1 % sur l'ensemble des salariés de l'entreprise. Mystère de la démocratie patronale où les cadres au forfait-jour décident du sort des ouvriers !

Les syndicats ouvriers qui se sont exprimés contre pourront encore faire barrage car il faudra passer par un accord d'entreprise. Le syndicat des cadres CFE/CGC est le seul favorable à cette mesure qui ne concerne ni ses adhérents ni ses électeurs, c'est plus facile de s'agenouiller devant le patron quand ça ne nous concerne pas directement.

L'article ne cite pas les dirigeants de Ford, pas de guillemets, faisant comme si le déroulé de l'article était objectif. Le point de vue des syndicats n'est pas exprimé. Ah si on apprend que « la Cgt est restée comme à chaque fois ou presque déçue » sans préciser qu'il s'agissait cette fois de l'intersyndicale ouvriers-cadres, ne parlant même pas du document de 4 pages détaillant les problèmes, remis pourtant à Sud-Ouest.

Nous sommes pour la liberté de la presse, y compris celle de mal informer voire de désinformer. Mais nous revendiquons la liberté de critiquer ces journaux peu scrupuleux et de dénoncer quand ils se font la transmission de la pensée libérale ou patronale.



TRIBUNAL : ÇA CONTINUE

Nous n'avons pas gagné en référé au TGI alors le syndicat CGT-Ford saisi à nouveau le TGI mais sur le fond : une procédure plus longue (jusqu'à 18 mois) mais avec plus de juges qui devraient travailler sur le fond du dossier. Pour nous c'est simple, Ford doit respecter ses engagements de 2011-2013.

En ce qui concerne la décision des membres du CE qui avaient aussi saisi le tribunal, la discussion est en cours. Bien sûr les élus CGT défendent le choix de faire appel de la décision du TGI qui avait « débouté » le CE, considérant bizarrement qu'il n'avait pas légitimité pour attaquer alors que le même tribunal conclut que Ford n'a pas respecté la loi en ne consultant pas... le CE.

Il est important d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour pousser Ford à assurer de l'activité et le maintien des emplois sur le site. Alors là aussi, on ne lâche pas.

RÉVEILLER LES ÉLUS LOCAUX

La réunion du Comité de Suivi a visiblement permis aux pouvoirs publics et aux élus locaux de se rendre compte de l'absence d'éléments concrets concernant le futur des activités et le niveau des emplois même très rapidement.

Nous nous sommes rencontrés en intersyndicale et avons décidé de demander une rencontre aux pouvoirs publics et élus locaux. Il faut tirer les leçons de l'attitude des dirigeants de Ford et agir pour que le « dossier » soit à nouveau dans les préoccupations des élus. Là aussi il s'agit de mettre la pression.